

Tramawy T1 : la droite du 93 est divisée

S.T. | 24 Mars 2016, 19h24 | MAJ : 24 Mars 2016, 19h24

Le prolongement du T1 devient un combat de plus en plus politique et il ne fait pas forcément l'unanimité dans l'opposition de droite du conseil départemental. Ce jeudi matin, en commission, était décidé le lancement d'un appel d'offres concernant la communication autour des travaux du prolongement.

Si [Katia Coppi](#), conseillère départementale [LR](#), a voté pour, [Jean-Michel Bluteau](#), patron du groupe LR, a voté contre. Le groupe [UDI](#) lui, s'est abstenu. « Il s'agit d'un budget de 200000€ à 800000€, ce n'est pas rien, justifie-t-il. Comme on ne sait pas quel tracé va être choisi, autant attendre. » « Tout ceci est parfaitement ridicule, lâche le président [Stéphane Troussel](#) (PS). Il n'existe qu'un seul tracé validé par la procédure. »

30 élus de gauche d'Ile-de-France réclament le prolongement du T1

Sebastien Thomas | 24 Mars 2016, 19h16 | MAJ : 24 Mars 2016, 19h16

Noisy-le-Sec, octobre 2015. « Il faut absolument que les travaux démarrent. La balle est maintenant dans le camp des financeurs », estime Stéphane Troussel, le président du conseil départemental du 93. (LP/J.-G.B.)

C'est ce qu'on appelle un coup de pression. Trop longtemps sans nouvelle du conseil régional à propos du financement de la prolongation du tramway T1, une trentaine d'élus de gauche de [Seine-Saint-Denis](#), du [Val-de-Marne](#) et des [Hauts-de-Seine](#), dont 10 députés et les président des conseils départementaux du 93 et du 94, ont signé un appel réclamant le lancement des travaux.

Depuis plusieurs années maintenant, [Laurent Rivoire](#), le maire [UDI](#) de [Noisy-le-Sec](#), ville où doit commencer le prolongement, refuse le tracé pour des raisons de sécurité et d'urbanisme.

Les signataires veulent accélérer le mouvement et affirment qu'après « 15 ans de concertations menées dans le respect des procédures, la patience des usagers a atteint ses limites ». Une manière également de rappeler à la région, le principal financeur, ses responsabilités.

«On a déjà dépensé beaucoup de moyens et d'énergie pour un projet qui concerne 190000 usagers quotidiens et 50000 de plus avec le prolongement, souligne [Stéphane Troussel](#), le président PS du conseil départemental de Seine-Saint-Denis. Il faut absolument que les travaux démarrent. La balle est dans le camp des financeurs. »

Le texte met en avant « l'amélioration des conditions de vie des citoyens, la baisse des émissions de CO2, le développement des commerces ou encore l'embellissement des villes ». Et, histoire d'enfoncer le clou, les signataires concluent sur l'importance capitale qu'aura cette ligne dans le cadre des [Jeux olympiques](#).

Pour un nouveau T1 dans les meilleurs délais

Une ligne de transport moderne et efficace en Seine-Saint-Denis, dans le Val de Marne et dans les Hauts-de-Seine

Nous, élus locaux et parlementaires de Seine-Saint-Denis, du Val de Marne et des Hauts-de-Seine, affirmons la nécessité de voir avancer et aboutir le projet du « Nouveau T1 », une ligne de tramway moderne et efficace, dotée d'un matériel renouvelé de Asnières/Gennevilliers jusqu'à Val de Fontenay en passant par les communes de l'Ile-Saint-Denis, Saint-Denis, la Courneuve, Drancy, Bobigny, Noisy-le-Sec, Romainville, Montreuil, Rosny-sous-Bois et Fontenay-sous-Bois.

Nous appelons ainsi à la réalisation du prolongement de la ligne jusqu'à Val-de-Fontenay dans les modalités et le calendrier prévus dans la déclaration d'utilité publique.

Nous appelons également au renouvellement du matériel roulant et à la rénovation du tronçon historique que 190 000 usagers empruntent chaque jour dans des conditions plus que dégradées.

Et il est indispensable que le site de maintenance et de remisage de Montreuil soit mis en service pour pouvoir engager le renouvellement du matériel.

Ces deux projets sont liés : c'est le « nouveau T1 » que nous appelons de nos vœux.

Aujourd'hui, après 15 ans de concertations menées dans le respect des procédures, après l'étude et l'examen de toutes les options de réalisation et notamment de tracés, la patience des usagers a atteint ses limites.

Aujourd'hui, alors que ce projet a été déclaré d'utilité publique le 17 février 2014 et que l'ensemble des recours déposés à son encontre a été rejeté par la justice, rien ne justifie encore l'immobilisme.

Le temps du débat, de l'opposition, des options est achevé. Si certains n'existent que par leur opposition au projet ce n'est pas notre conception de la responsabilité politique.

Nous représentons les habitants des 10 communes qui à terme seront reliées par le T1, mais aussi grâce à lui aux lignes 1, 5, 11 et 15 du métro, aux RER E et A ou encore au TZEN3 permettant ainsi un maillage fin de nos territoires.

Nous représentons les usagers des quartiers populaires qui prennent quotidiennement des rames vieilles d'un quart de siècle, inadaptées et surchargées, pour aller travailler, étudier, se divertir et qui se sentent oubliés par les pouvoirs publics alors que le projet existe, qu'il est porté par leurs élus et que les travaux préparatoires ont débuté.

Nous représentons les habitants de Noisy-le-Sec, Romainville, Montreuil et Fontenay-sous-Bois qui attendent et espèrent l'arrivée du tramway depuis de longues années, à qui l'on a promis le rattrapage en termes de transport en commun ; à qui l'on a promis justice sociale et égalité territoriale.

Les enjeux et bénéfices attendus sont cruciaux. Nous parlons de l'amélioration des conditions de vie de nos concitoyens par un accès pour tous à la mobilité, par le désenclavement de nos quartiers, par la baisse des émissions de CO2, par le développement des commerces ou encore par l'embellissement de nos villes. Nous parlons de faire faire un saut qualitatif à une ligne de transport historique qui sera au cœur du dispositif Olympique en cas de réussite de la candidature de Paris pour l'accueil des jeux.

Le temps presse. Le projet est prêt. Allons-y !

Signataires :

Stéphane Troussel, président du Département

Parlementaires

Claude Bartolone, député, Président de l'Assemblée Nationale

Marie-Georges Buffet, députée

Razzy Hammadi, député

Mathieu Hanotin, député, conseiller départemental

Bruno Leroux, député

Elisabeth Pochon, députée

L'Ile-Saint-Denis

Michel Bourgain, maire

Saint-Denis

Sylvia Capanema, conseillère départementale

Nadège Grosbois, conseillère départementale

Didier Paillard, maire

La Courneuve

Gilles Poux, maire

Zainaba Said-Anzum, conseillère départementale

Territoire de Plaine commune

Patrick Braouzec, président

Les Lilas

Daniel Guiraud, maire et 1er Vice-président du Département

Noisy-le-Sec

Corinne Bord, conseillère régionale

Pascale Labbé, conseillère départementale

Romainville

Corinne Valls, maire, vice-présidente du département et administratrice du STIF

Territoire d'Est Ensemble

Gérard Cosme, Président, maire du Pré-Saint Gervais

Philippe Guglielmi, Vice-président en charge des mobilités

Rosny-sous-Bois

Magalie Thibault, vice-présidente du Département

Montreuil

Patrice Bessac, maire

Belaide Bedreddine, adjoint au maire et vice-président du Département

Dominique Attia, conseillère départementale

Frédéric Molossi, conseiller départemental, vice-président du Département.

Val-de-Marne

Christian Favier, président du département, sénateur

Pierre Garzon, vice-président du Département en charge des transports et des déplacements, administrateur du STIF

Parlementaires :

Laurence Abeille, députée

Fontenay

Jean-Francois Voguet, maire

Sokona Niakhaté, conseillère départementale

Gilles Saint-Gal, conseiller départemental

Hauts-de-Seine

Alexis Bachelay, député

Sebastien Pietrasanta, député